

LE DROIT A L'EAU

Le droit à l'eau n'est-il réservé qu'aux multinationales ?

Depuis 1977, la communauté internationale a réaffirmé à plusieurs reprises l'objectif d'un accès universel à l'eau...et pourtant aujourd'hui un milliard de personnes, surtout en zones urbaines et dans les banlieues du sud n'ont toujours pas d'eau potable.

L'explication de « bon sens » sur cet échec est que les coûts d'extraction, traitement et acheminement ne peuvent être supportés par les populations et les États sans grands moyens ; ainsi l'eau comme bien économique dont la gestion doit être payée par les usagers, faisant ainsi le lit des privatisations, s'est imposée, écartant toute notion du « droit à l'eau », financé par l'impôt, considérée comme utopique.

Quelle hypocrisie ! Au Nord comme au Sud quand il s'agit de prendre en charge le coût de l'eau et d'en limiter la consommation, ce sont les simples citoyens que l'on cherche d'abord à responsabiliser. De fait ce sont les industries et l'agrobusiness qui sont responsables de la majorité de la consommation et des pollutions. Ces secteurs obtiennent souvent l'eau gratuitement ou à prix très bas, ce qui est peu propice à des pratiques économes.

C'est encore plus scandaleux dans les pays du Sud où des usines et de grandes exploitations agricoles consomment d'énormes quantités d'eau alors que les populations avoisinantes souffrent de privations. Comment se fait de cet accaparement ?

Par l'épuisement des nappes phréatiques et aussi par la pollution des rivières par des rejets chimiques.

Parfois la loi, comme au Chili, permet à un secteur privé de s'approprier l'eau du secteur : la mine de cuivre de l'Atacama a privé les villages alentour des ressources en eau qu'elles avaient jusqu'alors.

Mais, la plupart du temps, c'est l'absence de contrôle et de régulation souvent avec la complicité des autorités locales qui permet aux multinationales de faire à peu près ce qu'elles veulent.

Exemple : en Inde, Coca Cola a une usine dans un village dans le Uttar Pradesh qui produit chaque jour 500.000 bouteilles, ce qui représente une consommation d'eau de l'ordre de 500.000 m³ /jour, beaucoup plus que ce qui leur était autorisé. Le résultat : le niveau des ressources aquifères s'est effondré asséchant les puits du secteur. Deux autres usines de Coca Cola ont été fermées par les tribunaux mais la plupart du temps et d'une façon générale les autorités locales n'ont ni les moyens ni la volonté de se battre contre ces abus. Le même scénario se produit dans les grandes exploitations agricoles horticoles de l'agrobusiness Espagne, Maroc..

Faire connaître et dénoncer l'exploitation sauvage, par les multinationales, de l'eau, bien commun de l'humanité, soutenir les résistances de ceux qui subissent ce saccage c'est une exigence du mouvement altermondialiste.

Bernard Labouré
Réalisé à l'aide d'un article d'Olivier
Petijean Ritimo Revue « Altermondes »
hors série n°9